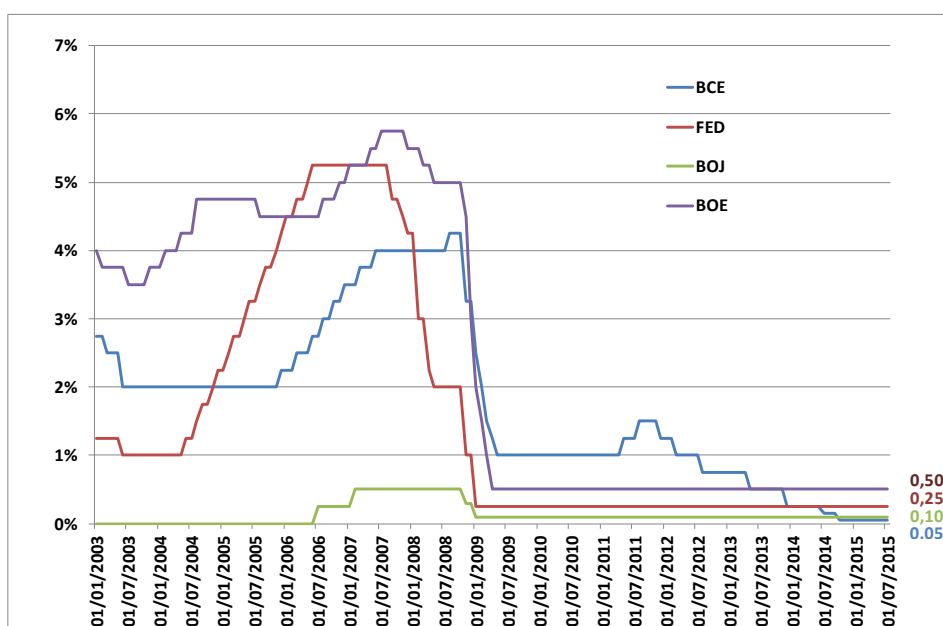


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : taux inchangés et mesures non conventionnelles

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 22 octobre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les achats d'actifs se poursuivent sans difficultés et ont toujours une incidence favorable sur le coût et la disponibilité du crédit pour les entreprises et les ménages. Par ailleurs, le Conseil a suivi attentivement les informations disponibles depuis sa réunion de début septembre : « Alors que la demande intérieure dans la zone euro demeure soutenue, les préoccupations concernant les perspectives de croissance sur les marchés émergents et les répercussions éventuelles, pour l'économie, des évolutions observées sur les marchés financiers et des matières premières continuent d'indiquer des risques à la baisse pour les perspectives de croissance et d'inflation. En particulier, la vigueur et la persistance des facteurs qui ralentissent actuellement le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme requièrent une analyse approfondie. Dans ce contexte, le degré de l'orientation accommodante de la politique monétaire devra faire l'objet d'un réexamen lors de notre réunion de politique monétaire qui aura lieu en décembre, lorsque les nouvelles projections macroéconomiques des services de l'Eurosystème seront disponibles. Le Conseil des gouverneurs est disposé à agir et est en mesure de le faire en utilisant, le cas échéant, tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat afin de maintenir une orientation accommodante appropriée. En particulier, il rappelle que le programme d'achats d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous continuerons à mettre pleinement en œuvre les achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. Ces achats devraient être effectués jusque fin septembre 2016, ou au-delà si nécessaire, et en tout cas jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : augmentation du chômage

Fin août 2015, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité s'établit à 3 571 600. Il augmente de 0,6 % sur un mois (soit +20 000 personnes) et de 4,6 % sur un an.

Europe : taux de chômage en baisse sur un an

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,0 % en août 2015, stable par rapport à juillet 2015 mais en baisse par rapport au taux de 11,5 % d'août 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,5 % en août 2015, stable par rapport à juillet 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,1 % d'août 2014. Eurostat estime qu'en août 2015, 23,022 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,603 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 33 000 dans l'UE28 et de 1 000 dans la zone euro. Comparé à août 2014, le chômage a baissé de 1,490 million de personnes dans l'UE28 et de 892 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en août 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (5,0 %) ainsi qu'à Malte (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (25,2 % en juin 2015) et en Espagne (22,2 %).

Inflation

France : repli de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)

En septembre 2015, l'indice des prix à la consommation se replie (-0,4 % après +0,3 % en août). Corrigé des variations saisonnières, il baisse légèrement (-0,1 %) pour le deuxième mois consécutif. Sur un an, il est stable, comme en août.

Inflation en baisse dans la zone euro en août

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,1 % en septembre 2015, en baisse par rapport au mois d'août où il était de 0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en septembre (1,4 %, comparé à 1,3 % en août), suivis des services (1,3 %, comparé à 1,2 % en août), des biens industriels non énergétiques (0,3 %, comparé à 0,4 % en août) et de l'énergie (-8,9 %, comparé à -7,2 % en août).

OCDE

Réformer les règles fiscales internationales pour endiguer l'évasion fiscale des entreprises multinationales

« La mondialisation a ouvert aux entreprises multinationales des possibilités de réduire considérablement leur charge fiscale, en recourant à des dispositifs permettant soit de faire disparaître des bénéfices, soit de les transférer artificiellement vers des zones à fiscalité faible ou nulle. C'est ce phénomène que désigne l'expression « érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS) » [...] Les pertes de recettes imputables au phénomène de BEPS sont estimées entre 100 et 240 milliards de dollars US par an, soit entre 4 % et 10 % des recettes de l'impôt sur le bénéfice des sociétés à l'échelle mondiale. » Ce rapport, qui préconise la réalisation de 15 actions pour endiguer le phénomène, sera examiné par les chefs d'état lors du sommet des ministres des finances du G20. <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/beps-rapports-finaux-2015.htm>

Actualité législative

Loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer (1) :

<http://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2015/10/14/OMEX1505701L/jo>

L'IEOM Nouvelle-Calédonie a publié :

- Infos financières – Évolutions monétaires de la Nouvelle-Calédonie au 30 juin 2015

2 – Actualité régionale

Libre-échange : signature dans la zone Pacifique du plus important accord commercial régional au monde

Douze pays frontaliers de la zone Pacifique, dont les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont signé le 5 octobre 2015 à Atlanta (E-U) l'accord de Partenariat transpacifique. Cet accord donne naissance à la plus importante zone régionale de libre-échange au monde, représentant 40 % des échanges commerciaux mondiaux.

Chine : ralentissement de la croissance

Le ralentissement de l'économie chinoise se confirme au troisième trimestre. La croissance annuelle du PIB est descendue à 6,9 % (contre 7 % au trimestre précédent), soit un plus bas depuis 2009. Ces résultats ont soulevé des interrogations sur la fiabilité des statistiques officielles de la part des investisseurs internationaux qui estiment la croissance réelle du pays à environ 5 %. La production industrielle a ralenti pour atteindre 5,7 % en septembre contre 6,1 % en août. Les importations ont chuté de 20 % en septembre tandis que les exportations reculaient de 3,7 %.

Japon : révision des chiffres de la croissance

Le Produit intérieur brut (PIB) se contracte de 0,3 % au deuxième trimestre au Japon, chiffre légèrement revu à la hausse par rapport à l'estimation précédente du gouvernement nippon, à -0,4 %.

En rythme annualisé, le PIB a diminué de 1,2 %.

Australie : maintien de taux à un niveau bas

Le 6 octobre 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu pour le sixième mois consécutif son principal taux directeur à 2,0 %, un niveau historiquement bas. Cette politique accommodante s'inscrit dans un contexte de croissance modérée (-2,0 % sur un an au deuxième trimestre), freinée notamment par la chute de l'investissement (-3,3 %). Les pressions inflationnistes domestiques demeurent contenues (+1,5 % pour l'IPC sur un an à fin juin), bien qu'une attention soit portée à la hausse marquée des prix de l'immobilier.

Nouvelle-Zélande : nouvelle baisse de taux

Lors de sa dernière réunion du 10 septembre 2015, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé une nouvelle baisse de son principal taux directeur de 0,25 point de base, portant celui-ci à 2,75 %. Elle a annoncé que l'assouplissement de sa politique monétaire pourrait se poursuivre afin de faire face à la chute des prix à l'exportation et au ralentissement de l'économie (taux de croissance annuel du PIB de 2,0 %), alors que les prix à la consommation se maintiennent sous la cible d'inflation (1 à 3%).

Cours du yuan chinois (CNY) / XPF



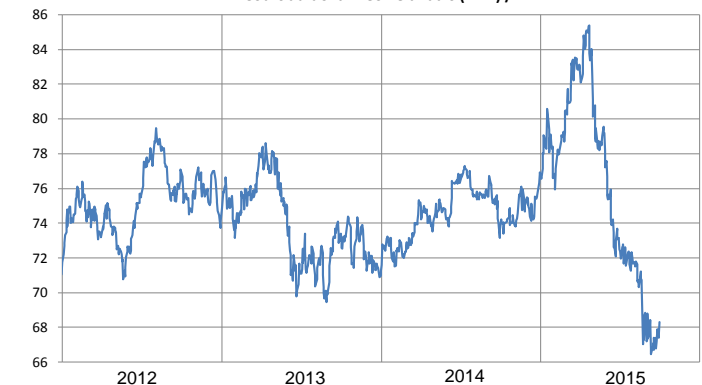
Cours du yen japonais (JPY) / XPF



Cours du dollar australien (AUD) / XPF



Cours du dollar néo-zélandais (NZD) / XPF



3 – Brèves économiques locales

Nickel : le Congrès favorable aux exportations vers la Chine

Les membres du Congrès étaient appelés par M. le Haut-commissaire le 14 octobre dernier à se prononcer en session extraordinaire sur la conformité avec le schéma minier des demandes d'exportations vers la Chine et le Japon formulées par les petits mineurs. Au terme d'un débat de huit heures, les députés se sont positionnés pour les exportations vers la Chine (27 voix contre 25) et pour l'augmentation des volumes exportés vers le Japon (27 voix, dont celle réhaussée du président du Congrès, contre 27). Ce vote consultatif, à portée politique plus que juridique, a servi d'orientation au Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, qui a autorisé le 27 octobre l'ouverture d'un canal d'exportation provisoire vers la Chine au profit de la société Maï, tout en déclinant les autres demandes.

Énergie : report du projet de centrale SLN au charbon

A l'issue de son conseil d'administration du 14 octobre 2015, Eramet a annoncé le report du projet de construction de la centrale C sur le site de l'usine SLN. Cette centrale au charbon est destinée à alimenter l'usine métallurgique de Doniambo (Nouméa) de manière moins polluante et moins coûteuse que l'actuelle centrale B au fioul, en service depuis 1972. L'investissement, qui s'élève à 100 milliards de F CFP, sera reconsidéré début 2016 lors de prochains conseils d'administration d'Eramet et de la SLN.

Économie maritime : extension du plateau continental au large de la Nouvelle-Calédonie

La publication du décret n°2015-1182 au Journal officiel le 26 septembre 2015 a rendu effective l'extension des limites du plateau continental au large du territoire de la Nouvelle-Calédonie. La France étend ainsi ses droits sur les ressources du sol et sous-sol marin (mais pas sur les ressources marines) sur la partie sud-ouest de sa zone économique exclusive. Par ailleurs, la Nouvelle-Calédonie était représentée lors du colloque sur l'économie bleue organisé les 19 et 20 octobre 2015 en Polynésie par le Conseil de Coopération Economique du Pacifique.

Transports : signature d'un protocole d'accord sur le contrôle aérien

Le transport aérien est perturbé depuis la mi-septembre par un conflit social opposant la Direction de l'aviation civile et les compagnies au Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA). Les revendications des contrôleurs portent sur la résorption du sous-effectif ; elles ont entraîné la fermeture partielle de l'espace aérien et l'annulation de vols locaux et internationaux. Après 7 réunions infructueuses, un accord prévoyant l'affectation de personnel supplémentaire a été signé le 16 octobre 2015, permettant un retour progressif à la normale.

BTP : clôture de l'enquête publique pour le projet Néobus dans le Grand Nouméa

La phase d'enquête publique pour le projet Néobus (transport par bus en site propre entre Nouméa et Dumbéa vers l'ouest et le Mont-Dore vers l'est), s'est achevée le 30 septembre 2015 ; les travaux devraient débuter en 2016, pour une première mise en service courant 2019.

Prix à la consommation : +30 % sur le tabac

Le prix du tabac a augmenté de 30 % à compter du 1^{er} octobre 2015, portant le prix unitaire minimal du paquet à 1 300 F CFP. Cette évolution résulte de la hausse de 37 % à 82 % de la taxe sur les alcools et tabacs en faveur du secteur sanitaire et social, et concerne 47 % de la population calédonienne aujourd'hui fumeuse (estimation Direction des affaires sanitaires et sociales).

Investissement : prolongation de la défiscalisation

Le 20 octobre 2015, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté la reconduction jusqu'en 2022 de trois régimes fiscaux visant à favoriser l'investissement économique : le crédit d'impôt aux investisseurs locaux (45 % à 60 % du montant), le crédit d'impôt sur les investissements productifs dans les secteurs prioritaires (industrie, pêche, tourisme, agriculture... ; 15 %) et le crédit d'impôt sur les investissements locaux au profit des SAEM provinciales (30 à 70 %). Le dispositif de défiscalisation sur le logement intermédiaire, qui a soutenu l'activité du secteur BTP ces dernières années, est quant à lui reconduit pour trois ans, selon des modalités révisées (réorientation vers les plus grandes surfaces et vers la primo-accession notamment).

Assurances : réforme du code applicable localement

Un projet de loi du pays portant sur la réforme du code des assurances applicable localement a été adopté par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie le 6 octobre 2015. Le texte prévoit la refonte du droit applicable à la profession, resté inchangé ces 15 dernières années. Il sera soumis au Congrès avant la fin 2015.

Développement : la Communauté du Pacifique fait son entrée à l'ONU

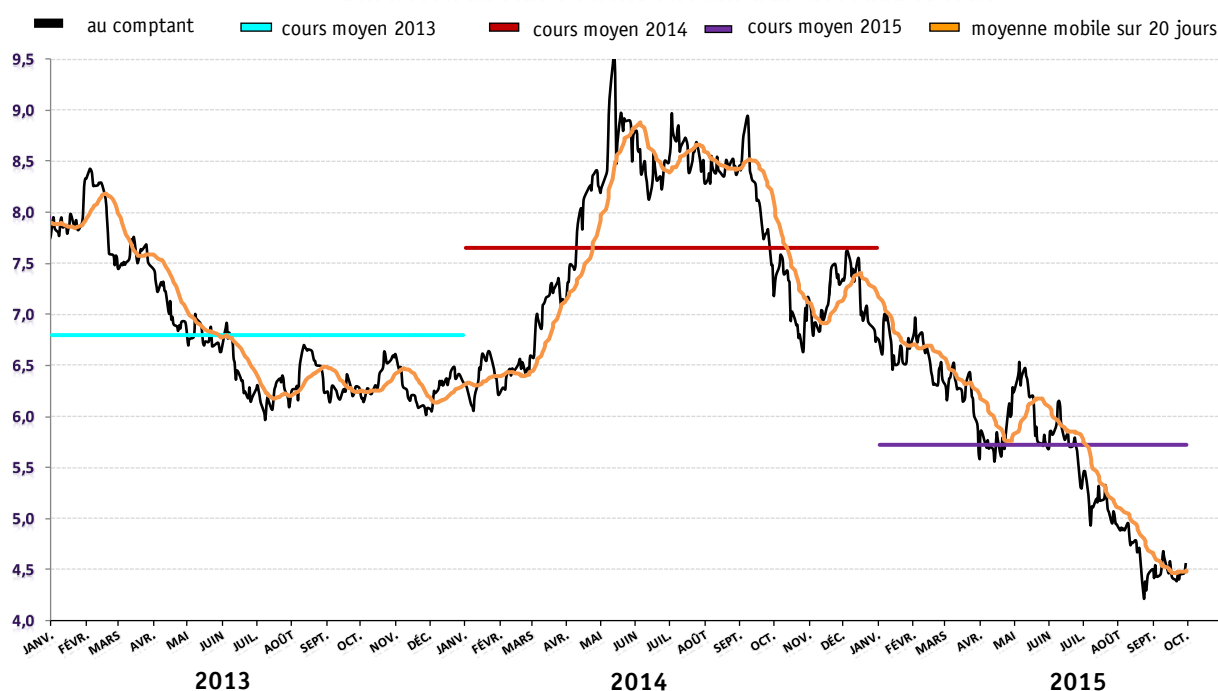
La Communauté du Pacifique, qui rassemble 22 Etats et territoires insulaires du Pacifique et dont le secrétariat se trouve à Nouméa, siège désormais à l'ONU en tant qu'observateur permanent. Les membres de son secrétariat général se sont rendus le 26 septembre 2015 à New York afin d'évoquer à la tribune les défis du Pacifique Sud (changement climatique, santé, gestion des ressources marines) lors d'un sommet consacré au développement.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		sept.-15	106,05	0,1%	0,8%
Nombre de demandeurs d'emploi		juil.-15	7 253	0,8%	-5,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	août-15	13 045	35,7%	-0,5%
	cumulées	août-15	92 316	-	2,4%
Importations	mensuelles	août-15	24 852	-5,3%	4,2%
	cumulées	août-15	194 982	-	2,7%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		sept.-15	4,49	-4,3%	-45,3%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		sept.-15	477	-5,0%	-37,2%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	août-15	249	-41,5%	-48,6%
	cumulées	août-15	3 020	-	-4,8%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	août-15	10 216	95,7%	51,4%
	cumulées	août-15	60 000	-	19,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	juin-15	8 158	20,9%	15,3%
	cumulés	juin-15	49 138	-	11,5%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	déc.-14	53 119	3,5%	-4,9%
	cumulés	déc.-14	566 971	-	-6,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-14	62,9%	- 7,4 pt	+ 2,3 pts
• Croisiéristes		juin-15	209 202	-	0,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mai-15	8 705	-13,2%	12,3%
	cumulées	mai-15	44 943	-	2,8%
• Index BT 21		sept.-15	101,90	-0,1%	0,4%
• IRL (p)		sept.-15	120,16	0,0%	0,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	août-15	108	36,5%	93,1%
	cumulées	août-15	618	-	-23,4%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	août-15	171	37,4%	114,9%
	cumulées	août-15	980	-	-19,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-15	514	4,9%	-4,6%
	cumulées	sept.-15	4 564	-	-3,7%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	sept.-13	sept.-14	sept.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	16 372	16 319	18 057	-0,3%	10,7%
Dépôts à vue	263 945	290 476	334 381	10,1%	15,1%
Total M1	286 024	306 795	352 438	7,3%	14,9%
M2-M1	103 472	114 479	116 361	10,6%	1,6%
Total M3	606 340	601 820	646 303	-0,7%	7,4%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-13	juin-14	juin-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	454 464	437 141	463 311	-3,8%	6,0%
Ménages	405 638	409 744	421 967	1,0%	3,0%
Collectivités locales	67 761	76 941	99 182	13,5%	28,9%
Autres agents	16 483	13 553	18 011	-17,8%	32,9%
Total encours sain	944 347	937 379	1 002 472	-0,7%	6,9%
Créances douteuses brutes	21 350	29 553	29 839	38,4%	1,0%
Total encours brut	965 696	966 932	1 032 310	0,1%	6,8%

Interdits bancaires

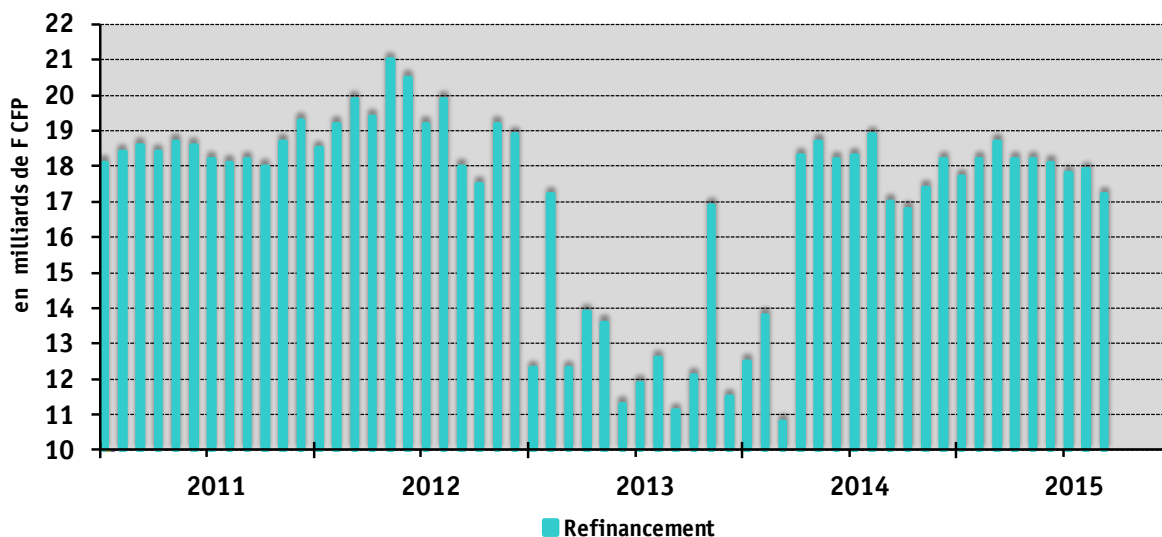
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock août-15	7 824	-0,3%	-0,4%
	dont personnes physiques août-15	6 913	-0,4%	-0,9%
	dont personnes morales août-15	911	0,3%	3,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	sept.-15	18 025	1,0%	5,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	sept.-15	5 623	1,0%	8,3%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises sept.-15	17,2	-3,8%	1,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	sept	105,2	106,1	0,8%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	56 516	58 716	3,9%
dont entreprises sans salarié	sept	49 969	52 353	4,8%
créations d'entreprises (p)	juin	1 801	1 831	1,7%
cessations d'entreprises (p)	juin	1 837	1 652	-10,1%
liquidations judiciaires	juin	47	40	-14,9%
redressements judiciaires	juin	23	20	-13,0%
personnes morales en interdiction bancaire	août	881	911	3,4%
ventes de ciment (tonnes)	mai	43 710	44 943	2,8%
dont ciment local (tonnes)	mai	43 707	43 121	-1,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin	16 623	18 895	13,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept	5 900	4 814	-18,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	sept	2 810	2 291	-18,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	91 407	92 066	0,7%
dont secteur privé	juin	65 579	66 032	0,7%
dont secteur public	juin	25 828	26 033	0,8%
demandes d'emploi de fin de mois	juil	7 638	7 253	-5,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juil	7 435	7 357	-1,1%
chômeurs indemnisés	sept	2 430	2 388	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	sept	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	août	6 978	6 913	-0,9%
décisions retraits cartes bancaires	août	2 166	1 654	-23,6%
incidents paiements sur chèques	août	20 594	17 376	-15,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	sept	4 739	4 564	-3,7%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	sept	11 366	11 513	1,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	16 241	18 232	12,3%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 428	8 311	-1,4%
Echanges				
nombre de touristes	juin	44 055	49 138	11,5%
nombre de croisiéristes	juin	208 300	209 202	0,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa *	déc	56,6%	58,6%	1,9 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	sept	7,81	5,73	-26,6%
cours du nickel au LME en \$/lb	sept	8,20	4,49	-45,3%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	août	3 171	3 020	-4,8%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	août	13 154	14 160	7,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	août	50 139	60 000	19,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	août	70 013	68 315	-2,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	août	806	618	-23,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	août	1 209	980	-19,0%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	août	84 376	83 454	-1,1%
part de ces produits dans le total des exportations	août	93,6%	90,4%	-3,2 pts
total des importations (M FCFP)	août	189 822	194 982	2,7%
total des exportations (M FCFP)	août	90 150	92 316	2,4%
taux de couverture	août	47,49%	47,35%	-0,1 pt
recettes douanières (M FCFP)	sept	35 719	36 919	3,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	sept	290 476	334 381	15,1%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	sept	306 795	352 438	14,9%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	sept	421 274	468 799	11,3%
Dépôts à terme	sept	180 546	177 504	-1,7%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	sept	601 820	646 303	7,4%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	sept	4 028	4 797	19,1%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juin	3,45%	3,17%	-0,3 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juin	4,50%	3,79%	-0,7 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juin	3,50%	3,19%	-0,3 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	juin	7,61%	6,96%	-0,7 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	juin	966 932	1 032 310	6,8%
Ménages				
dont crédits à la consommation	juin	409 744	421 967	3,0%
dont crédits à l'habitat	juin	73 290	72 557	-1,0%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	juin	437 141	463 311	6,0%
dont crédits d'investissement	juin	74 670	76 984	3,1%
dont crédits à la construction	juin	229 676	242 526	5,6%
Collectivités locales	juin	117 822	131 082	11,3%
dont d'investissement	juin	76 941	99 182	28,9%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	75 082	96 684	28,8%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	13 553	18 011	32,9%
créances douteuses brutes	juin	29 553	29 839	1,0%
taux de créances douteuses brutes	juin	3,1%	2,9%	-0,2 pt
ensemble des actifs financiers	juin	710 288	753 721	6,1%
Ménages	juin	382 948	398 349	4,0%
Sociétés	juin	217 966	242 143	11,1%
Autres agents	juin	109 374	113 229	3,5%
dont assurances-vie	juin	109 764	116 257	5,9%

(p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTI, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2014/2013

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE										
								taux	date d'effet	
taux de la facilité de dépôt								-0,20%	10/09/2014	
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement								0,05%	10/09/2014	
taux de la facilité de prêt marginal								0,30%	10/09/2014	
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER										
								taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte	
taux de la facilité de dépôt								14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises								05/01/2015	0,05%	
taux de la facilité de prêt marginal								05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques								05/01/2015	0,30%	
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE										
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire				taux	date d'effet	
				banques métropolitaines				6,60%	15/10/2001	
	30/09/2015	31/08/2015	Var. M-1					taux JORF		
EONIA	-0,1220%	-0,1100%	- 0,012 pt					taux de créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)		
EURIBOR 1 mois	-0,1130%	-0,0980%	- 0,015 pt					4,29%		
EURIBOR 3 mois	-0,0400%	-0,0330%	- 0,007 pt					24/06/2015		
EURIBOR 6 mois	0,0290%	0,0390%	+ 0,010 pt					autres cas		
EURIBOR 12 mois	0,1420%	0,1600%	+ 0,018 pt					0,99%		
taux d'intérêt en moyenne mensuelle								Définitions		
								EONIA: Euro OverNight Index Average		
	sept.-15	août.-15	Var. M-1					EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
TMO	1,2400%	1,2200%	+ 0,020 pt					TMO : taux moyen des obligations publiques		
TME	1,0400%	1,0200%	+ 0,020 pt					TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme		
taux des euro-monnaies										
devise	USD			JPY			GBP			
date	30/09/2015	31/08/2015	31/07/2015	30/09/2015	31/08/2015	31/07/2015	30/09/2015	31/08/2015	31/07/2015	
taux JJ	0,150%	0,245%	0,080%	nd	nd	nd	0,470%	0,475%	0,445%	
3 mois	0,540%	0,490%	0,445%	nd	nd	nd	0,620%	0,670%	0,670%	
10 ans emprunts phares	2,070%	2,150%	nd	0,350%	0,380%	nd	1,770%	1,970%	nd	
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)										
Crédits aux particuliers			Seuils de l'usure			Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure	
Prêts immobiliers										
Prêts à taux fixe			3,92%			Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			7,36%	
Prêts à taux variable			3,63%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			2,81%	
Prêts-relais			4,19%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			3,36%	
Autres prêts						Découverts en compte			13,36%	
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF			19,97%			Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			2,51%	
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF			13,45%			Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure	
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			7,84%			Découverts en compte			13,36%	
(1) y compris commission du plus fort découvert										
TAUX DE CHANGE										
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR										
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	106,5177	1 NZD/XPF	67,9256	1 HKD/XPF	13,7441	1 GBP/XPF	161,5867		
100 JPY/XPF	88,5973	1 AUD/XPF	74,8678	1 SGD/XPF	74,9524	100 VUV/XPF	95,2193	1 FJD/XPF	49,0895	